



La Lettre confédérale

CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'ENCADREMENT CGC

www.cfecgc.org



carole.couvert@cfecgc.fr

Une CFE-CGC déterminée, exigeante et constructive

Cher(e) Collègue,

Nous sortons de notre premier séminaire stratégique. Celui-ci regroupait les présidents de nos 22 unions régionales (ou leur représentant), les membres de notre comité directeur, soit les 16 présidents de fédérations (ou leur représentant) de plus de 2 000 adhérents, le président de l'UNIR pour nos collègues retraités, le rapporteur du collège territorial et le nouvel exécutif confédéral représentant les 28 élus issus du congrès de Saint-Malo, des salariés confédéraux et, enfin, des experts avec, pour le fonds d'investissement éthique, nos collègues de la Confédération canadienne des cadres (CCC-CMC) et de l'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ) ainsi que des avocats fiscalistes ou spécialisés dans la création de fonds d'investissement. Presque 90 participants !

Ce séminaire avait trois objectifs :

- Permettre à chacune et à chacun de se connaître : il y a beaucoup de nouveaux élus que ce soit dans les régions ou dans le nouvel exécutif confédéral. Nous avons rarement le temps de nous rencontrer vraiment compte tenu de nos obligations. Il s'agissait donc au cours de ces trois journées de découvrir les nouveaux membres, leurs talents, afin de créer des synergies entre les fédérations, les unions territoriales et l'équipe de la rue du Rocher. Cela nous permettra ensuite de gagner en efficacité sur la durée du mandat.
- Déterminer les grandes orientations de notre premier plan stratégique CFE-CGC. Il s'agissait ici d'arrêter nos grandes lignes pour les trois années à venir et de décider ensemble où nous souhaitons emmener la CFE-CGC au cours de cette mandature.
- Arrêter nos prises de positions pour la conférence sociale des 20 et 21 juin prochains.

Ces trois journées ont vraiment tenu leurs promesses. Nous avons appris à nous connaître et la dynamique positive est au rendez-vous ! Nous allons pouvoir rédiger le premier plan stratégique de notre Confédération que nous présenterons pour modification et validation le 4 juillet lors de notre prochain comité confédéral.

Nous irons à la conférence sociale avec des positions claires et affirmées : mi-juillet, nous organisons un comité directeur thématique pour arrêter notre feuille de route sur le dossier des retraites. Ayez bien en tête qu'il s'agit d'une concertation sur les retraites et non d'une négociation. Au final c'est le gouvernement qui décidera et non les partenaires sociaux. La conférence sociale est l'occasion d'ouvrir ce dossier mais en aucune façon de le conclure, il fait partie comme d'autres des deux journées de conférence sociale.

Nous aborderons ainsi :

- L'Europe sociale : dossier inscrit à la demande de la CFE-CGC et que nous allons étendre à l'Europe fiscale.
- Les filières d'avenir : la CFE-CGC parlera de réindustrialisation.
- La qualité de vie au travail sachant que la négociation en cours piétine et stigmatise les représentants de l'encadrement donc nous ne la signerons pas en l'état.
- L'emploi-formation : la CFE-CGC fera des propositions pour recréer de l'emploi en France.
- La modernisation des fonctions publiques : la CFE-CGC parlera de missions de service public et de fonction publique de métiers.

Vous le constatez le programme de la conférence sociale est dense puisqu'il faut y ajouter le dialogue social et le financement des organisations syndicales.

Au sortir de ce séminaire c'est une équipe CFE-CGC déterminée, exigeante et constructive qui est prête à travailler d'arrache-pied pour vous et avec vous afin de recréer de l'emploi en France et relancer la croissance pour sortir enfin de la crise sans précédent que nous connaissons actuellement.

Carole Couvert
Présidente de la CFE-CGC

Fonctions publiques

MAUVAISE ORIENTATION



Gérard Demarcq :

Les fonctions publiques sont l'un des ciments de la société, puissance au service - public - des usagers. Comme tout ciment, le dosage doit être respecté pour ne pas risquer de fragiliser l'édifice. Les 27 000 postes de fonctionnaires supprimés en 2012, après les 150 000 des années précédentes, entraînent certes une quasi stabilisation de la masse salariale de l'État. Mais notre vision syndicale CFE-CGC ne peut se réduire à celle de technocrates. Elle intègre "l'Humain" et ne peut accepter la dégradation inévitable, avec ces choix, des services rendus à la population (crèches, hôpitaux, secours incendie, défense, justice, collectivités territoriales, trésor public, équipement, sécurité, éducation nationale...). Le gouvernement entend maintenir cette stabilisation de la masse salariale jusqu'en 2017. Est-ce à dire le maintien de la dégradation du service public et le gel des salaires ? Ne nous trompons pas : désigner le fonctionnaire comme responsable des déficits et sa suppression comme remède, reviendrait à n'accepter aucun service et payer plus encore pour une privatisation... À lire le rapport de la Cour des comptes on comprend bien que des économies d'État sont à faire ailleurs que "sur le dos" des salariés du secteur public. Nous attendons tous un vrai plan de relance économique, une ré-industrialisation du pays, plus d'emplois dans le privé et le public et plus de pouvoir d'achat. Il est grand temps d'abandonner la navigation à vue pour, sérieusement, dresser un état des lieux de service public et une véritable gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences (GPEC). Vouloir moderniser l'action publique sans cette GPEC tout en baissant le pouvoir d'achat de 5,7 millions de salariés est voué à l'échec !

gerard.demarcq@cfecgc.fr



Sur www.cfecgc.org
Le podcast mensuel
CFE-CGC



Emploi des jeunes

L'EUROPE RIDICULE



Christophe Lefevre :

Mille euros par jeune chômeur en sept ans : c'est le budget ridicule que l'Europe a prévu de débloquer pour faire face au chômage des moins de 25 ans et qui a fait l'objet d'annonces le 18 mai par le président de la République. Si la CFE-CGC soutiendra tous les efforts concertés avec l'Allemagne en faveur de l'emploi, de la réindustrialisation et aussi du transfert vers la consommation du financement de la protection sociale qui pèse sur le travail, on ne peut rester impassible, de colloques en séminaires régionaux à Oslo, à Genève, à Paris ou Berlin, devant le même constat, sans presque aucune réaction adaptée à la situation, ni même bien coordonnée, des États et des institutions mondiales. À quand un plan Marshall grâce auquel on s'attaquera enfin aux écarts de fiscalité anticoncurrentiels en Europe, à la fraude à la TVA, au scandale des « offshores leaks » ? Quand dénoncera-t-on ces entreprises prétendues vertueuses qui adhèrent à tout va à la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), au Pacte global de l'ONU au point de se payer un costume tout vert. Organiser des montages fiscaux pour ne payer que 3 à 6 % d'impôts sur les bénéfiques, là où un chef d'entreprise doit en payer 33 % en France, est tout simplement inacceptable ! Si nous continuons à ne pas faire la révolution de l'emploi des jeunes, ce seront les jeunes qui eux, la feront, cette révolution. Et ils savent faire !

christophe.lefevre@cfecgc.fr

Travail

ÉCOLES DE COMMERCE ET
RESSOURCES HUMAINES



Véronique Ghielmetti :

Depuis plusieurs années déjà, les écoles de commerce, de management, d'ingénieurs ont introduit dans leurs programmes des modules ayant trait aux relations de travail. Certes, intensifier le contenu de ceux-ci ne peut être que bénéfique. De même, plus récemment dans les grandes entreprises, on observe dans le plan de formation des modules de droit du travail ou gestion des relations sociales pour les managers, souvent à la demande des représentants des personnels CFE-CGC.

Il faudra probablement plus de temps pour faire évoluer les mentalités vers un dialogue social constant et permanent. La CFE-CGC a pourtant compris cet enjeu depuis longtemps déjà et elle le démultiplie à travers la qualité des stages qu'elle anime dans son Centre de formation syndicale (CFS) pour le personnel d'encadrement. C'est l'état d'esprit de la CFE-CGC de renforcer les liens entre les acteurs, DRH, managers de proximité, services de santé au travail... La CFE-CGC portera cette idée dans toutes les négociations transversales, de la formation professionnelle à la qualité de vie au travail en passant par la déclinaison de l'accord sur l'emploi de janvier 2013. C'est aussi le message qu'elle portera lors de la prochaine conférence sociale : lier formation professionnelle, sécurisation des parcours professionnels et dialogue social. Passer sans encombre d'un système scolaire à la vie de l'entreprise : la marche est encore bien haute !

veronique.ghielmetti@cfecgc.fr



Bonnes pratiques

TÉMOIGNEZ !

La CFE-CGC est convaincue que la crise n'est pas une fatalité. Outre les propositions qu'elle avance pour s'en sortir, elle entend faire des entreprises « qui marchent » des exemples à suivre afin de les inscrire dans une spirale vertueuse. Militant(e)s et adhérent(e)s sont donc appelés à faire « remonter » à la Confédération les bonnes pratiques dont ils ont connaissance (relocalisation, embauches, qualité de vie...) afin de valoriser les actions positives tel que cela a été annoncé au congrès de Saint-Malo. Une manière aussi pour la CFE-CGC d'être « acteur positif du changement ».

Adressez vos témoignages sur :
presse@cfecgc.fr

APEC

LES MÉTIERS
ÉMERGENTS

L'APEC publie un guide des « métiers en émergence ». Il recense une soixantaine de métiers et « apporte tous les repères descriptifs et qualitatifs sur les métiers émergents selon les grandes fonctions cadres et selon leur nature : métiers nouveaux et en développement, métiers en transformation ». Les référentiels vont des ressources humaines à la gestion, en passant par la production industrielle et les services techniques.

<http://bit.ly/19piyHM>



Un an de mandat Hollande

SIGNAUX D'ALERTE

Carole Couvert, présidente de la CFE-CGC, apprécie de manière mitigée la première année du mandat de François Hollande : certes, il a positionné les partenaires sociaux «en acteurs responsables» et a «gagné notre confiance en organisant des séquences d'échanges avant chaque réforme» mais, face à la crise, il reste dans le «court terme» sans passer à la «vitesse supérieure». La CFE-CGC voit dans le manque d'emplois, le «cœur de toutes nos difficultés». Elle appelle le gouvernement à sortir du périmètre français pour «travailler à l'harmonisation européenne des règles fiscales et sociales», à communiquer autour des relocalisations industrielles, à agir en matière de formation... Quant à la baisse du pouvoir d'achat, néfaste à la consommation pourtant moteur de la croissance, elle oblige la CFE-CGC à lancer un avertissement solennel au gouvernement : la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires, l'augmentation du forfait social sur la participation, le rapport de la Cour de comptes sur l'allocation chômage, le rapport Fragonard sur les allocations familiales, l'étude de l'INSEE sur les frais de santé sont autant de «signaux d'alerte» pour la Confédération opposée à «la logique qui conditionne les prestations aux revenus» au détriment des classes moyennes. L'autre grand dossier, la retraite, est ouvert aux propositions mais la CFE-CGC pose des conditions à l'éventualité de travailler plus longtemps : la réforme doit assurer la pérennité du système par répartition ; les efforts doivent être partagés ; il faut des «avancées pour les jeunes» (rachat des années d'études) et, pour les seniors, un travail sur le déroulement de carrière après 45 ans. Carole Couvert exhorte le gouvernement à traiter «une fois pour toutes» le financement de la protection sociale en lui rappelant l'idée CFE-CGC d'une cotisation sociale sur la consommation... (La Croix, 22.05.2013).

Allocations familiales

LE SCANDALEUX RAPPORT FRAGONARD

Bertrand Fragonard, président du Haut conseil de la famille, a remis au Premier ministre ses propositions pour une nouvelle politique familiale. Il avance l'idée de conditionner les allocations familiales aux ressources des bénéficiaires. «Scandaleux !», s'exclame la CFE-CGC puisque cela serait «mettre fin au principe d'universalité». Visiblement, l'intéressé a examiné le problème par «le mauvais bout de la loupe» en raisonnant uniquement sous l'angle de la réduction des dépenses». Or, souligne la CFE-CGC, il s'agit de penser «en termes d'investissements et de retour sur investissements». Poser des conditions de ressources, c'est, au final, inciter l'un des membres du couple familial à ne plus travailler, donc détruire des emplois. «La CFE-CGC ne comprend pas que le gouvernement, qui a fait de l'emploi son cheval de bataille, puisse un seul instant persévérer dans cette voie et continuer à paupériser» les personnels de l'encadrement. (C^{qu}e de presse, 18.05.2013).

Réinventer la croissance

PISTES INTERSYNDICALES

Six organisations patronales (MEDEF, CGPME, UPA) et syndicales (CFE-CGC, CFDT, CFTC) ont réfléchi en commun à des stratégies pour relancer la croissance. Fidèle à sa volonté de dialogue et de propositions, la CFE-CGC s'est impliquée dans ces travaux entamés en janvier 2012, qui ont abouti à un rapport pour «réinventer la croissance», rendu public le 28 mai 2013. Les partenaires souhaitent une nouvelle «gouvernance économique» redéfinissant le champ d'intervention de l'État à la fois «stratège» et «respectueux des avis des partenaires sociaux». Dans cette optique ils font de nombreuses recommandations pour des secteurs prioritaires. Pour favoriser les nouvelles technologies : se tourner vers les PME et réhabiliter le goût de la recherche dans l'enseignement supérieur. Pour exploiter au mieux l'énergie : développer les énergies renouvelables sans rejeter le nucléaire ni fermer la porte au gaz de schiste dont les recherches pour la sécurisation de son exploitation doivent continuer. Pour soutenir l'emploi dans les économies vertes : stabiliser les politiques publiques en termes fiscaux et réglementaires et anticiper les nouveaux métiers. Pour moderniser les infrastructures : donner la priorité à la rénovation du réseau ferroviaire... Reste que pour atteindre ces objectifs, les six organisations lancent un appel aux «acteurs importants de la société française (politiques, organisations d'employeurs, syndicats de salariés, intellectuels et journalistes...)». Ils «doivent, chacun pour ce qui les concerne, se remettre en cause sans invoquer de trop faciles excuses (l'Europe, malgré ses insuffisances actuelles, la mondialisation...) et sans persévérer dans les postures idéologiques du passé».

<http://bit.ly/19lhHi6>



UNEDIC

AMORTISSEUR SOCIAL

La crise s'aggravant, le régime d'assurance chômage revêt ses prévisions financières, portant son déficit prévisionnel à 24,1 milliards à fin 2014. Ce qui n'enlève rien à son «vrai rôle d'amortisseur social», affirme la CFE-CGC : «tant que les outils de politique de l'emploi ne sont pas opérationnels (emplois d'avenir, contrats de génération...) pour inverser réellement la courbe du chômage, le déficit temporaire est nécessaire». Le retour à l'emploi étant «le seul paramètre utile au retour à l'équilibre de son régime»... (C^{qu}e de presse, 24.05.2013).

Évasion fiscale

L'EUROPE PIÉTINE

Incapables de trouver un accord de lutte contre la fraude fiscale, les pays de l'Union européenne reportent le dossier à... plus tard. Les petits paradis fiscaux, au sein de l'Europe gagnent du temps. Il est «inadmissible», proteste la CFE-CGC, «de profiter des infrastructures, des investissements en formation ou des investissements en recherche (souvent payés par la communauté) tout en optimisant sa fiscalité en payant ses impôts dans un pays moins disant». Pour répondre à cette inefficacité, «la CFE-CGC ira à la conférence sociale des 20 et 21 juin avec des propositions concrètes pour construire une Europe sociale et fiscale». (C^{qu}e de presse, 24.05.2013).

Hauts salaires

QUI PAYE ?

Le gouvernement renonce à son projet de limitation des salaires des dirigeants des entreprises privées. Décision compréhensible, estime la CFE-CGC puisque «ce n'est pas à l'État de décider du bon niveau» de leurs rémunérations. Elle préférerait «un contrôle efficace et décisionnel donné aux actionnaires, un vrai «Say on pay». Mais «qui va payer» les rémunérations outrancières de quelques-uns ? L'entreprise, d'abord, au détriment de sa compétitivité, avec un risque de délocalisation à la clé ; les salariés, ensuite, «à cause de la baisse des résultats». Autrement dit, «chaque salarié de l'entreprise concernée va contribuer à payer la taxe due sur les plus hauts salaires par une réduction de sa participation et de son intéressement (...), c'est inadmissible !». La CFE-CGC demande «que le montant de cette taxe soit communiqué chaque année aux partenaires sociaux ; que son montant soit réintégré dans le calcul de la participation et de l'intéressement et comptabilisé dans la base servant à la détermination de l'enveloppe financière consacrée aux œuvres sociales du comité d'entreprise». (C^{qu}e de presse, 27.05.2013).

PSA

PRIORITÉ AU DIALOGUE

Pour tenter de sortir de ses difficultés conjoncturelles, la direction PSA entame un cycle de réunions hebdomadaires avec les partenaires sociaux. Elle parle de «stratégie sociale» impliquant les salariés. Un «engagement fort», constate avec satisfaction la CFE-CGC du groupe (AFP, 29.05.2013). Celle-ci partage l'ambition de PSA de «rester un constructeur ancré en France» et participera aux échanges «dans un esprit d'ouverture» (La Croix, 29.05.2013). Il s'agit maintenant d'identifier «les leviers» permettant d'atteindre les objectifs affichés sans partir de postulats faits de renoncements, précise Anne Valleron, déléguée CFE-CGC : «Pour le moment, on n'en est à renoncer à rien, on en est à engager le débat (...), on ne veut pas être perdant à coup sûr!». Mais elle est «choquée d'entendre que c'est parce que l'entreprise a fait le choix de privilégier la France qu'on est dans cette situation», ce choix il faut «l'assumer et trouver des solutions pour que cela puisse perdurer» (LCI, 29.05.2013).

Universités

ENGLISH-SPEAKING

Enseigner en anglais dans les universités françaises pour attirer des étudiants est une fausse solution, estime le SYNEP CFE-CGC qui conteste le projet de Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur. La CFE-CGC lui propose de «commencer par donner aux diplômés délivrés une valeur internationalement reconnue. Lorsqu'il en sera ainsi, les étudiants étrangers afflueront en France, même s'ils doivent parler français».

www.synep.org

Virgin

DIGNITÉ

En réponse aux 950 licenciements annoncés chez Virgin, «l'entreprise nous propose très peu de choses», regrette la CFE-CGC. Celle-ci demande un plan social de 10 à 15 millions d'euros, sachant qu'il y a «7 millions d'euros qui sont rentrés dans les caisses». L'objectif : permettre aux salariés de «partir dignement». (BFM TV, 23.05.2013).

La CFE-CGC est aussi sur Viadeo
Connectez-vous !
<http://bit.ly/Y7n6nN>

Kodak

LA FIN

Il ne reste plus qu'une centaine de salariés travaillant en France pour Kodak, entreprise en faillite. La Chimie CFE-CGC négocie «les meilleurs bagages de départ possible». Le syndicat souligne avec ironie, par ailleurs, que Kodak laissera «une belle ardoise» pour la retraite des salariés britanniques liés à une filiale qui gère les fonds de pension des salariés et chargée de rembourser une partie des dettes de l'entreprise !

www.cfecgc-chimie.org



Handicap

L'ARMADA CFE-CGC

Du 6 au 16 juin prochain les plus beaux voiliers du monde font escales à Rouen pour 11 jours de fêtes sur les quais. Six millions de visiteurs sont attendus... dont les militants CFE-CGC de l'UD Seine-Maritime ! Celle-ci a mis en place un partenariat avec l'Agence régionale de santé de Haute-Normandie pour partager un stand sur les quais, en particulier pour traiter du handicap : des difficultés de la vie courante au domaine de l'insertion et maintien dans l'emploi. La CFECGC s'est associée à la Fédération des malades et handicapés qui mène un combat au quotidien sur tous les sujets sociétaux associés au handicap. Des documents de type bandes dessinées seront distribués sur le stand et deux soirées seront totalement dédiées au handicap. Un logo a été créé spécialement pour l'événement...
Tous renseignements à l'UD : 02 35 71 93 07

Erratum

Dans la Lettre confédérale 1308, une coquille s'est glissée dans l'information relative à France Télécom. Il fallait lire : «(...) Didier Lombard bénéficie d'une retraite chapeau à France Télécom de 325 000 euros par an»...



LA CFE-CGC AUX 24 HEURES MOTONAUTIQUES DE ROUEN

Grâce à l'enthousiasme de l'UR Haute-Normandie, la CFE-CGC était présente aux 24 heures motonautiques de Rouen les 18,19 et 20 mai. Elle a parrainé un bateau aux couleurs confédérales, piloté successivement par deux femmes et deux hommes. L'objectif était aussi de mettre en valeur les métiers de l'artisanat... Opération réussie puisque le bateau CFE-CGC est arrivé troisième de sa catégorie et sixième du classement général !

Spanghero

DÉCEPTION

Le scandale de la viande de cheval a entraîné la chute de l'entreprise Spanghero : ses 240 emplois sont supprimés. L'offre de reprise de la coopérative agricole Lur Berri n'est qu'une «coquille vide» selon la CFE-CGC... (AFP, 28.05.2013).

Viveo

APPEL À LA JUSTICE

«inexistence du motif économique, abus de pouvoir et fraude à la loi»... tels sont les arguments utilisés par la CFE-CGC et la CGT pour contester en justice le plan social de Viveo France (logiciels bancaires). Les syndicats tentent aussi d'obtenir une «jurisprudence» qui lèverait l'interdiction faite au juge d'arrêter les licenciements collectifs dépourvus de motif économique (AFP, 16.05.2013).

Suivez l'actualité de la CFE-CGC sur Twitter
<http://twitter.com/#!/CFECGC>

La Lettre confédérale

publication de la
Confédération française de l'encadrement CGC
59/63, rue du Rocher, 75008 Paris
Tél. : 01 55 30 12 12 – Fax : 01 55 30 13 13



Directrice de la publication :
Carole Couvert

Rédacteur en chef : Michel Ciesiolka
Assistantes : M. Texereau ; C. Escorza

Impression : STIPA

Commission paritaire : 1015 s 07570.

ISSN : 0753-0625 - Abonnement : 123 €
<http://www.cfecgc.org> - presse@cfecgc.fr

